



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : [communistes-hebdo@sitecommunistes.org](mailto:communistes-hebdo@sitecommunistes.org)

Courriel : [communistes@sitecommunistes.org](mailto:communistes@sitecommunistes.org)

01/11/2023

## ***Signature de l'accord AGIRC-ARRCO par la CGT :***

### ***Un glissement vers la collaboration de classes !***

La CGT a signé l'accord avec le patronat sur les retraites complémentaires, l'accord AGIRC-ARRCO.

Depuis la rentrée, les organismes patronaux (MEDEF, CPME et U2P) étaient en négociation avec les organisations syndicales représentatives nationalement (CGT, FO, CFDT, CFE-CGC, CFTC) pour acter d'un plan pour les cinq prochaines années de l'Agir-Arrco, la caisse complémentaire en charge de 20 à 60% des pensions des retraités qui travaillaient dans le privé.

Après un accord préalable passé le mercredi 5 octobre, côté syndical seule la CGT avait réservé sa réponse. C'est chose faite bien que rien de fondamentalement changé dans cet accord.

#### **Un accord de régression sociale**

« Grâce à la CGT, [l'accord Agir-Arrco] acte une revalorisation de 4,9% des pensions et le malus est supprimé », dit le communiqué de la CGT. Une déclaration victorieuse qui masque mal la réalité.

Si l'accord prévoit une hausse de 4,9% des pensions pour 2024, soit pile poil au niveau de l'inflation en septembre, il prévoit également la possibilité que les pensions soient indexées 0,4% en dessous de l'inflation les années suivantes. Cet accord prévoit donc une baisse réelle des pensions complémentaires, même si le conseil d'administration de l'Agir-Arrco se garde la possibilité, très hypothétique, de compenser ces 0,4% en fonction de l'état de ses finances.

D'un autre côté, la CGT revendique la fin du système de malus. Celui-ci incitait les salariés à travailler trois années supplémentaires après l'âge légal de départ, sous peine de percevoir seulement 90% de leur pension pendant trois ans. Mais avec la réforme des retraites de 2023, cette mesure était vouée à disparaître. En bref, la suppression du malus était d'ores et déjà prévue, dès l'accord trouvé le 5 octobre, tandis que les revalorisations sont en réalité une baisse réelle des pensions.

#### **La question de la ponction de l'État dans les caisses d'AGIRC-ARRCO**

L'un des éléments qui a créé la discorde au sein de ces tractations, c'est la volonté du gouvernement de ponctionner les caisses du régime complémentaire afin de financer l'augmentation des petites pensions du régime général.

Empêcher une telle ponction est l'argument unique brandi par la CGT. Mais, la signature est d'autant plus problématique que l'option reste sur la table et que le gouvernement exige dorénavant que les organisations syndicales et patronales augmentent d'elles-mêmes les pensions des petites retraites, à la place de l'Etat donc. Le gouvernement évoque en outre également l'idée d'une baisse des cotisations du régime complémentaire afin d'augmenter celles du régime général. Autrement dit, le gouvernement propose de changer de chemin mais pour arriver toujours au même résultat : prendre dans les fonds de l'Agir-Arrco et réduire les dépenses de l'Etat. Plutôt qu'un recul, c'est une manœuvre pour le gouvernement qu'a donc décidé de ratifier la CGT.

#### **La culture du dialogue social**

Ce qu'indique surtout cette signature, c'est la poursuite et l'aggravation de la démarche de collaboration de classe qui est celle du « dialogue social » de la part de la direction confédérale de la CGT. Depuis vingt ans,

la CGT n'avait signé aucun des accords AGIRC-ARRCO. La dérive est illustrée par un article du numéro d'octobre de « *La Vie Ouvrière – Ensemble* », le mensuel de la CGT, qui démontre que, contrairement aux idées reçues, la CGT signe beaucoup d'accords et qu'elle s'en réjouit. Mais aussi par la participation à la mystification de la conférence sociale, dont il était évident qu'elle ne déboucherait sur rien y compris pour les salaires inférieurs au SMIC.

La direction confédérale parle de « *la culture de la gagne* » et clame « *on ne lâche rien* », pour quel résultat ? Depuis le 6 juin, la CGT n'a appelé qu'à une seule journée de grève le 13 octobre. Ce n'est pas à la hauteur des attaques que subissent les travailleurs : l'inflation, les salaires bloqués et la retraite à 64 ans après 43 années de cotisation. Aucun bilan n'a été véritablement tiré des luttes et des grèves menées depuis janvier ~~printemps~~, aucune remise en cause de la stratégie intersyndicale qui a conduit à l'échec.

## **Conclusion**

Le « *dialogue social* » est une prétendue négociation qui ne mène qu'à des compromis, qui ne modifie en rien le rapport de force en faveur des travailleurs. Face à la feuille de route du Grand Capital et à un gouvernement pour qui les syndicats ne doivent servir qu'à intégrer les travailleurs au système, c'est la lutte de classe acharnée qu'il faut mener, et non la collaboration de classes.

Pour le Parti Révolutionnaire Communistes, il est temps de construire un véritable plan de bataille qui, loin des discussions feutrées avec le gouvernement et le capital, articule le combat contre l'offensive autoritaire du gouvernement, la lutte pour les salaires, pour exiger des augmentations générales des salaires, des pensions et des minimas sociaux, ainsi que leur indexation sur l'inflation.

La signature de l'accord AGIRC-ARRCO par la CGT est une trahison et va à l'inverse des exigences des travailleurs.